

La prochaine génération : Pourquoi les enfants du monde ont besoin d'un Fonds mondial pour l'Éducation pour tous

Introduction – Éducation pour tous : un rêve pour le 21^{ème} siècle

Il y a neuf ans, dans la chaude brise du printemps de Dakar, les représentants de 164 gouvernements se réunissaient pour le Forum mondial de l'Éducation. Une évaluation détaillée de la situation de l'éducation révélait alors qu'au cours des années 1990 – la première décennie de l'Éducation pour tous – les droits de l'éducation avaient très peu progressé, voire pas du tout. Face à cette triste réalité, et devant les revendications de plus en plus vives des défenseurs de l'éducation, les gouvernements des pays riches et pauvres ont convenu ensemble d'un nouvel accord dépassant de loin les paroles réconfortantes et les bonnes intentions du passé.

Six objectifs d'EPT ont été fixés pour 2015 :

- Développer la protection et l'éducation de la petite enfance
- Veiller à ce que tous les enfants, notamment les filles, suivent jusqu'au bout une instruction primaire gratuite et obligatoire de bonne qualité
- Assurer aux jeunes et aux adultes un accès égalitaire aux programmes d'acquisition des connaissances et des compétences de la vie courante
- Améliorer de 50% les taux d'alphabétisation des adultes
- Instaurer la parité entre les sexes dans l'enseignement primaire et secondaire
- Améliorer la qualité de l'éducation

Le Cadre d'action de Dakar engage ses signataires dans un 'pacte mondial' unique pour l'éducation, qui peut se résumer à cette promesse sans précédent :

« Nous affirmons qu'aucun pays sérieusement engagé en faveur de l'Éducation pour tous ne verra ses efforts contrecarrés par l'absence de ressources. »

Presque dix ans plus tard, cette promesse – toujours inaccomplie – n'a jamais été aussi actuelle.

Nous sommes confrontés aujourd'hui à d'immenses défis. Le changement climatique qui nous menace s'accompagne maintenant d'une crise économique qui risque d'anéantir les fragiles avancées obtenues en matière de développement pendant les premières années du 21^{ème} siècle. L'économie des pays pauvres s'affaiblit, avec une perte estimée entre 270 et 700 milliards USD en raison du déclin des prix des matières premières, de l'effondrement des échanges mondiaux, de la réduction des flux de capitaux privés et des échanges financiers commerciaux, et de la chute des versements monétaires¹. Ces facteurs, auxquels s'ajoutent les répercussions des prix élevés de la nourriture et du carburant en 2008, vont faire basculer 200 millions de personnes supplémentaires dans la pauvreté². On s'attend aussi à un ralentissement du rythme de diminution de la mortalité infantile, ce qui se traduira par 400 000 décès inutiles chaque année³.

¹ *Vue d'ensemble de la stratégie de la campagne du Millénaire de l'ONU pour la rencontre du G20 le 30 mars 2009* <http://endpoverty2015.org/files/G20%20policy%20paper%20-%20UN%20Millennium%20Campaign.pdf>

² OIT 2009. 'Global Employment Trends for Women' http://www.ilo.org/wcmsp5/groups/public/dgreports/dcomm/documents/publication/wcms_103456.pdf

³ *Présentation devant le Forum du futur de l'UNESCO, Equipe du Rapport mondial de suivi, 2009*

S'agissant d'éducation, les perspectives ne sont pas plus encourageantes. Parmi les 43 pays considérés par la Banque mondiale comme 'fortement exposés' à un risque de crise, 29 sont déjà confrontés à de sérieux défis pour réaliser les objectifs de l'Éducation pour tous⁴. Aujourd'hui, 75 millions d'enfants, dont plus de la moitié sont des filles, ne sont pas scolarisés en primaire, et 776 millions d'adultes ne savent ni lire ni écrire. À ces chiffres, s'ajoutent les 226 millions d'adolescents qui ne sont pas scolarisés en secondaire. On constate encore actuellement un fossé immense au niveau mondial, non seulement en matière d'accès à l'éducation, mais aussi en ce qui concerne les résultats de l'apprentissage. Les évaluations internationales révèlent un clivage majeur entre nations riches et pauvres à ce sujet. Deux enfants sur 3 arrivent à l'école primaire en état de malnutrition ou avec un handicap qui nuira probablement à leur réussite scolaire et les poursuivra tout au long de leur vie. Faute de mesures urgentes, les timides progrès accomplis dans le domaine de l'éducation depuis huit ans seront battus en brèche, et une nouvelle génération d'enfants se verra condamnée à une vie de pauvreté, de labeur et d'ignorance.

Dans le même temps, on voit pointer une lueur d'espoir. Le nouveau Président des États-Unis s'est engagé à créer un Fonds mondial pour l'éducation soutenu par un investissement d'au moins 2 milliards USD des USA. Le moment est venu pour les défenseurs de l'éducation de saisir cette opportunité pour veiller à ce que cette promesse se concrétise par la mise en place d'une initiative multilatérale et multipartenaires de qualité pour accompagner les plans nationaux d'éducation. Cet engagement constitue aussi une chance unique de transformer radicalement l'architecture du financement international de l'éducation, une évolution indispensable. Il s'agit maintenant de plaider pour l'établissement d'une initiative mondiale plus vaste, plus efficace et plus courageuse en faveur de l'éducation, en s'appuyant sur les acquis substantiels déjà obtenus par le biais de l'Initiative Fast Track de l'Éducation pour tous (FTI). Le Fonds mondial pour l'Éducation pour tous ne doit pas se construire parallèlement ou séparément du FTI, mais en développant l'Initiative afin de conforter les avancées réalisées et de les développer davantage, de manière plus ambitieuse.

Cet article présente les justifications de cette approche, et les principes sur lesquels devrait reposer la nouvelle initiative mondiale. L'adhésion à ces principes constitue pour la CME une condition indispensable à toute nouvelle initiative. Nous sommes conscients du fait que, en ces périodes de changement, quantité de propositions portant des titres similaires et des objectifs variés peuvent émerger. Le but de ce rapport est de définir la position de la CME, s'agissant de ce qu'elle attend d'un Fonds mondial pour l'Éducation pour tous – ces critères formeront le fondement de notre plaidoyer et la base de notre réponse à toutes les initiatives qui verront le jour dans la période à venir.

Un acte de panache – faire de l'éducation une priorité

L'éducation offre l'une des voies les plus économiques et les plus équitables de sortir de cette crise. Les experts du développement connaissent depuis longtemps les liens entre l'éducation et le développement en général, et c'est sans doute pourquoi non seulement un, mais deux des objectifs de l'EPT – l'éducation primaire universelle en 2015 et la parité entre les sexes dans l'enseignement en 2005 – ont été adoptés dans les Objectifs du Millénaire pour le développement.

- L'éducation améliore la santé. Les taux de contamination par le VIH/SIDA sont divisés par deux chez les jeunes qui terminent un cycle complet d'éducation primaire. Si toutes les petites filles et tous les garçons recevaient une instruction primaire complète, au moins 7 millions de nouveaux cas de contamination par le VIH pourraient être évités dans la décennie à venir⁵.
- L'éducation est une arme contre la faim. Les progrès des femmes en matière d'éducation ont constitué le premier facteur de réduction de la malnutrition entre 1970 et 1995, bien plus que, par exemple, une meilleure distribution de la nourriture⁶.
- L'éducation sauve des vies. Un enfant dont la mère est éduquée a deux fois plus de chances de survivre après l'âge de cinq ans⁷.

⁴ Ibid.

⁵ CME, *Apprendre à survivre : Comment l'Éducation pour tous pourrait sauver des millions de jeunes du VIH/SIDA* (Londres, CME, 2004).

⁶ L. Smith and L. Haddad, 'Explaining Child Malnutrition in Developing Countries.' : Institut international de recherche sur les politiques alimentaires – Rapport de recherche No. 111 (Washington DC, Institut international de recherche sur les politiques alimentaires).

⁷ D. Abu-Ghaida and S. Klasen, *The Economic and Human Development Costs of Missing the Millennium Development Goal on Gender Equity*, Document de travail 29710 de la Banque mondiale (Washington, Banque mondiale 2004).

- Mais le plus frappant, dans le contexte actuel, reste l'aspect économique de l'éducation.

Une éducation de qualité apporte aux personnes les connaissances et les compétences dont elles ont besoin pour trouver un emploi et améliorer leurs revenus, ce qui, lorsque toutes les conditions sont réunies, peut avoir un réel impact sur la pauvreté globale dans le monde et la croissance nationale des pays. Toutes les études prouvent que la scolarisation est toujours associée à de meilleures performances économiques, tant au plan personnel qu'au niveau de la société en général. Chaque année de scolarité supplémentaire amène une augmentation de 10 % des revenus d'une personne, et la fourniture d'une éducation de qualité à l'ensemble de la population peut se traduire par une croissance annuelle du PIB de 1 %⁸. En outre, si cette initiative est bien menée, elle peut engendrer un développement plus équitable dans les sociétés qui s'efforcent de partager les bénéfices obtenus entre tous leurs citoyens⁹. Tous ces éléments prouvent à l'évidence que l'éducation constitue l'un des investissements les plus rentables qu'un pays puisse faire.

L'expérience des huit années écoulées depuis Dakar a montré que l'Éducation pour tous représente un rêve réalisable. Des résultats concrets ont été observés, grâce à une forte volonté politique dans certains pays en développement, à l'aide des pays riches et à l'allègement de la dette. Les taux de scolarisation ont fait un bond remarquable de 36 % en Afrique entre 2000 et 2006. Quatorze pays africains ont aboli les frais de scolarité, et les dépenses en faveur de l'éducation dans les pays à faible revenu ont grimpé de manière significative, pour atteindre, en moyenne, 20 % des dépenses intérieures totales¹⁰. Le fossé entre les sexes se comble peu à peu, au moins au niveau des taux d'inscription – car sur le plan de la qualité et du taux d'achèvement, il reste encore beaucoup à faire¹¹. Entre 2000 et 2004, l'aide à l'éducation de base a fortement progressé, avec un impact tangible et concret. Dans des pays aussi différents que Madagascar, le Kenya ou la Guyane, les efforts nationaux ont été soutenus par des ressources externes accordées aux plans des gouvernements. Malheureusement, comme nous le verrons plus loin, les bailleurs n'ont pas réussi à maintenir ce niveau d'aide.

Il convient donc de ne pas se satisfaire des avancées réalisées, surtout dans le climat actuel. Les progrès de la scolarisation primaire restent fragiles, et les succès engrangés ont été ternis par la négligence qui a marqué d'autres aspects essentiels de l'offre d'éducation. Le Bulletin scolaire mondial 2008 de la CME 'Plus d'excuses' a établi la liste des principaux défis qui restent à surmonter, à mi-parcours de 2015 :

- La qualité de l'éducation n'a pas suivi le rythme des inscriptions. Seuls quatorze nations peuvent se targuer de 90 % ou plus de réussite chez les enfants en fin de cycle primaire. L'analyse inquiétante du Bulletin scolaire démontre que, dans plus de cinquante pays, près de la moitié des enfants ne terminent pas leurs études primaires, soit parce qu'ils n'ont jamais été scolarisés, soit parce qu'ils ont abandonné avant d'atteindre le dernier niveau du cycle primaire.
- Une proportion inacceptable de la population atteint l'âge adulte sans avoir acquis, ne serait-ce que les compétences les plus élémentaires de la lecture et de l'écriture. Plus de 770 millions d'adultes sont analphabètes. Une femme sur quatre n'atteint pas le niveau minimal de définition de l'alphabétisation. Les problèmes se concentrent dans quelques pays – selon le Rapport mondial de suivi 2008, plus de trois quart des personnes analphabètes vivent dans seulement quinze pays, dont huit figurent parmi les pays à forte densité de population : Bangladesh, Brésil, Chine, Égypte, Inde, Indonésie, Nigeria et Pakistan.
- La situation de l'éducation préprimaire est particulièrement préoccupante, car seuls un quart des pays parviennent à offrir à leurs enfants un bon départ dans la vie. Les soins et l'éducation de la petite enfance sont un facteur d'équité déterminant pour les résultats de l'apprentissage ; il s'agit donc d'un signal alarmant qui indique que la politique éducative et les dépenses consacrées à l'éducation ne suffisent pas aujourd'hui à offrir les mêmes chances de réussite aux enfants des familles défavorisées qu'à leurs camarades plus riches.
- Si, dans la plupart des régions du globe, la situation de l'éducation secondaire est légèrement plus positive que celle des soins et de l'éducation des plus petits, en Afrique subsaharienne le bilan est catastrophique, avec moins d'un enfant sur 4 de la population d'âge scolaire bénéficiant d'un enseignement secondaire dans 22 pays.

⁸ Hanushek, E.A. and Wo mann, L. *The Role of Education Quality for Economic Growth*. Banque mondiale, 2007

⁹ *Rapport mondial de suivi de l'EPT 2009, Vaincre l'inégalité : l'importance de la gouvernance*. UNESCO 2009

¹⁰ *Rapport annuel 2007 du FTI*

¹¹ *Ibid.*

- Au rythme où vont les choses, seuls 18 pays sur les 113 qui ont échoué à établir la parité dans l'enseignement primaire et secondaire en 2005 ont une chance d'y parvenir en 2015. Dans 54 pays, moins de 50 % des filles sont scolarisées dans le secondaire.

Les preuves sont établies que l'éducation peut progresser, et qu'elle apporte des résultats tangibles en matière de développement et de croissance au niveau mondial. C'est pourquoi la CME estime que le temps est venu de redoubler les efforts internationaux en faveur de l'éducation dans le monde, avec le soutien des principaux donateurs qui doivent s'acquitter de leurs engagements antérieurs. En se mobilisant rapidement pour défendre et étendre les progrès déjà acquis en matière d'éducation, les pays riches et pauvres pourront, ensemble, assurer un avenir meilleur, plus juste et plus sûr à tous les enfants et tous les adultes de la planète.

A la croisée des chemins : pourquoi l'Éducation pour tous a besoin d'une nouvelle initiative mondiale

Le pacte global conclu à Dakar en 2000 traduit un virage majeur dans les relations entre pays donateurs et partenaires, reflétant et renforçant tout à la fois une vision plus large de l'aide au développement. Les Objectifs du Millénaire pour le développement, puis la Conférence de Monterrey sur le financement du développement, ont abouti à des engagements supplémentaires de la part des bailleurs, qui ont promis d'augmenter les montants de l'aide en fonction des performances et des résultats de développement constatés. C'est ainsi que fut créée par la Banque mondiale, et avec le soutien des gouvernements hollandais et canadien, l'Initiative Fast Track de l'Éducation pour tous, qui continue à évoluer selon les circonstances et les opportunités.

Toutefois, selon la CME, il est indispensable de susciter un nouveau mouvement, à la fois en vue d'augmenter le financement externe de l'éducation et de restructurer le système global qui le soutient, mais aussi pour revenir à la vision originale et redonner vie au pacte mondial pour l'éducation. Le moment est venu de s'appuyer sur les réalisations de la période post-Dakar pour faire plus, mieux et plus vite.

La CME est désormais convaincue que, pour réellement transformer l'éducation mondiale, il faut rassembler et renforcer les initiatives de financement existantes sous la bannière d'un 'Fonds mondial pour l'Éducation pour tous' qui amènerait davantage de transparence entre les partenaires et une meilleure prise en compte des résultats obtenus. À partir d'un article fondateur de Gene Sperling en 2008 qui défendait la création d'un Fonds mondial pour l'Éducation¹², cet exposé justifie les motivations de la CME à appeler à une telle initiative, en définit les principes essentiels et propose des voies pour y parvenir.

Des promesses à honorer : davantage de donateurs importants doivent relever leurs engagements pour satisfaire les besoins de financement externe

Dans la période qui a suivi 2000, les activistes de la campagne envisageaient avec optimisme une nouvelle ère pour le financement de l'éducation de base, et les accords conclus à travers le monde semblaient leur donner raison. Effectivement, des progrès ont été réalisés depuis Dakar grâce à la mobilisation de fonds externes supplémentaires pour l'éducation de base. Une constatation d'autant plus remarquable par rapport à la décennie précédente, où l'on avait assisté à une chute de l'aide à ce secteur vital. Cependant, si l'on y regarde de plus près, on constate que le système élaboré pour mettre en œuvre le contrat mondial pour l'éducation n'a pas totalement réussi à obliger les donateurs à s'acquitter de leur part du pacte. Certaines nations ont répondu de façon satisfaisante, mais l'absence de soutien de la part des principales puissances économiques mondiales a empêché une véritable percée de l'offre d'éducation à travers la planète. Ceci en dépit des engagements maintes fois répétés du G8, des conférences de l'ONU et d'autres forums majeurs. Le Rapport mondial de suivi de l'Éducation pour tous estime qu'il faut au total 11 milliards USD chaque année pour garantir l'éducation primaire universelle complète et accomplir des progrès dans les soins et l'éducation de la petite enfance, ainsi qu'en ce qui concerne l'alphabétisation des adultes. La CME préfère utiliser

¹² *A Global Education Fund, Toward a True Global Compact on Universal Education. Gene Sperling, Center for Universal Education, 2008*

les estimations du gouvernement britannique¹³ qui s'élèvent à 16 milliards USD par an, en incluant des provisions complémentaires pour les enfants difficiles à atteindre et le soutien à l'enseignement secondaire inférieur (collège). De toutes façons, l'aide à l'éducation de base n'a jamais approché de telles sommes, et de nombreux pays se retrouvent dans l'incapacité d'atteindre les objectifs de l'EPT. Le Rapport préliminaire de l'évaluation à mi-mandat du FTI¹⁴ offre une vue d'ensemble de la situation partiellement reprise ici.

Les engagements d'aide

Les engagements d'aide à l'éducation de base ont fortement grimpé depuis 1999 pour atteindre un pic de plus de 5 milliards USD en 2005¹⁵. Mais cette trajectoire encourageante ne s'est pas poursuivie. Les engagements pour l'éducation de base ont connu une chute brutale en 2005, et se sont montrés décevants depuis lors. L'analyse de la CME (voir tableau ci-dessous) montre que moins de 4 milliards USD ont été engagés en 2007, la dernière année pour laquelle l'on dispose de données. Il semblerait que les donateurs aient pris leurs distances, s'agissant de leur contribution au pacte de Dakar.

Les déboursements d'aide

Les déboursements d'aide ont suivi une ligne de croissance légèrement plus soutenue, et ont augmenté chaque année jusqu'en 2007¹⁶. Toutefois, les déboursements ont généralement quelques années de retard sur les engagements, et l'on peut s'attendre à un déclin similaire dans les prochains temps. Le Rapport mondial de suivi de l'Éducation pour tous 2009 remarque : « il existe un risque de voir bientôt le ralentissement des engagements constaté depuis 2004 se traduire par une croissance moins rapide ou une stagnation des déboursements ».

Profil des donateurs

Une autre inquiétude concerne le fait que l'augmentation de l'aide à l'éducation de base est le fait de quelques donateurs seulement, et n'inclut pas les nations les plus riches qui devraient pourtant supporter une part plus importante de la charge totale. Le Tableau 1 montre que la plupart des pays du G8 ont très peu progressé pour atteindre leur quote-part équitable du financement requis pour l'éducation de base, et donnent collectivement moins de 25 % des 11 milliards USD jugés nécessaires par l'ONU pour financer l'aide extérieure à l'EPT. Cette médiocre performance suggère un manque de volonté politique chez ces pays, s'agissant d'investir dans l'avenir des pays en développement.

¹³ *From Commitment to Action: Education. Département britannique du développement international/du Trésory 2006*

¹⁴ *Rapport préliminaire de l'évaluation à mi-mandat de l'Initiative Fast Track de l'EPT. Cambridge Education, Mokoro, Oxford Policy Management. 2009*

¹⁵ *Ibid.*

¹⁶ *Ibid.*

Pays	Engagements annuels d'aide à l'éducation de base en 2007, millions USD actuels	PNB donateur en % du PNB total de l'OCDE	Quote-part équitable de 11 millions USD selon PNB donateur, millions USD	% de la quote-part effectivement engagé	Quote-part équitable de 16 millions USD selon PNB donateur, millions USD	% de la quote-part effectivement engagé
Norvège	195.5	1.1	116	169%	168	116%
Pays-Bas	331.7	2.1	227	146%	330	100%
Nlle Zélande	49.2	0.3	35	139%	51	96%
Irlande	86.4	0.6	64	136%	93	93%
Luxembourg	11.5	0.1	12	94%	18	65%
Royaume-Uni	703.3	7.6	838	84%	1,218	58%
Suède	94.0	1.2	137	69%	199	47%
Espagne	218.8	3.7	412	53%	600	36%
Australie	116.2	2.2	244	48%	354	33%
Canada	188.9	3.8	415	45%	604	31%
Danemark	41.0	0.8	93	44%	136	30%
France	323.7	7.0	767	42%	1,116	29%
Belgique	51.3	1.2	135	38%	196	26%
Finlande	24.9	0.7	73	34%	107	23%
Allemagne	315.6	9.0	987	32%	1,435	22%
Suisse	27.3	1.2	134	20%	195	14%
Portugal	12.8	0.6	63	20%	92	14%
Autriche	19.8	1.0	107	19%	156	13%
États-Unis	703.9	37.3	4,102	17%	5,966	12%
Japon	202.9	12.1	1,333	15%	1,938	10%
Italie	46.1	5.6	616	7%	896	5%
Grèce	6.2	0.8	91	7%	132	5%

Source : Système de reporting des créiteurs du CAD de l'OCDE (Voir Note sur les calculs dans l'Annexe 1)

Distribution de l'aide

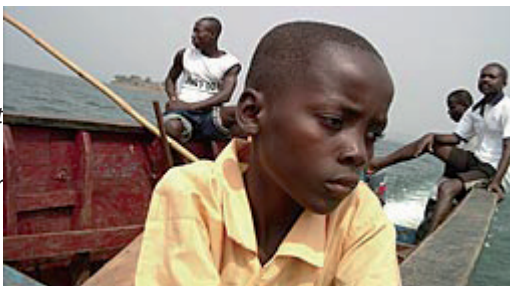
Depuis 1999, on constate des tendances plutôt encourageantes en ce qui concerne la distribution de l'aide en fonction des besoins. Au début, c'étaient les pays à revenu élevé et moyen qui bénéficiaient de la part la plus importante des engagements pour l'éducation de base, mais en 2006, les priorités ont changé, et les pays les moins développés ont pris la tête. Cela montre clairement que les bailleurs ont commencé à réorienter l'aide là où les besoins sont les plus importants. Le profil géographique est plus mitigé. L'Afrique subsaharienne, qui abrite près de la moitié des enfants non scolarisés dans le monde, a bénéficié d'une hausse substantielle de l'aide à l'éducation de base immédiatement après Dakar, mais depuis 2002, la tendance est à la baisse. L'Asie du Sud et de l'Ouest, la seconde région en termes de non-scolarisation de la population, n'a obtenu qu'une part proportionnellement bien trop faible des fonds disponibles, avec 10 à 20 % de l'aide pendant cette période¹⁷.

Ce manque de générosité et cette mesquinerie empêchent des millions d'enfants comme Freeman de bénéficier d'une chance de passer les portes de l'école.

¹⁷ Ibid.

L'histoire de Freeman.

Freeman Gadri a 15 ans. Jusqu'à sa libération récente, il travaillait comme un esclave, 7 jours semaine, 52 semaines par an, comme aide auprès d'un pêcheur dans la région Volta au Ghana. Il faisait cela depuis l'âge de 6 ans. Sa routine quotidienne consistait à se lever à 4h du matin, dans le froid, pour poser les filets dans le lac. En raison de son âge et de sa stature, il passait une grande partie de la journée à écoper l'eau dans le fond du bateau de son maître.



Il devait aussi plonger profondément et rester des heures dans les eaux glacées pour démêler les filets coincés. Il subissait régulièrement des corrections physiques et des mauvais traitements.

La vie de Freeman a changé il y a 4 ans quand il a été libéré du travail forcé, qu'il a retrouvé sa mère et qu'il a enfin pu réaliser son rêve d'aller à l'école. Aujourd'hui il étudie la construction à l'université.

Une architecture mondiale adaptée à un pacte mondial : l'Initiative Fast Track de l'Éducation pour tous (FTI) a-t-elle donné tout son potentiel ?

Origines

Après la déception des années 1990, les activistes de la société civile, les gouvernements et les bailleurs de fonds pour l'éducation étaient déterminés à mettre en place une architecture mondiale efficace pour concrétiser les promesses assurant aux pays qui présentaient des stratégies viables d'éducation qu'ils disposeraient d'un financement suffisant et de bonne qualité pour mettre leurs plans à exécution. Lors de la conférence de Dakar, la plateforme de la CME a appelé à l'établissement d'une Initiative mondiale pour l'EPT, en vue d'établir des structures et des approches par lesquelles les gouvernements et les donateurs devaient mutuellement s'engager à améliorer les financements et à obtenir des résultats.

Comme indiqué plus haut, le FIT a été en partie conçu pour répondre à cet appel. Il a adopté dès le départ une approche novatrice en concentrant les efforts sur les plans nationaux 'crédibles' visant à atteindre la scolarisation primaire complète universelle. Les gouvernements étaient invités à prendre l'initiative de développer ces plans et à supporter la majeure partie de leur financement. Le partenariat du FTI a été établi à la fois en vue d'encourager les gouvernements à honorer leurs promesses de résultats, et leur permettre y répondre. Ceci devait se dérouler dans le cadre d'une structure transparente, axée sur les performances, où les pays donateurs et bénéficiaires travailleraient ensemble à partir d'une analyse des facteurs clés ayant permis à un certain nombre de pays d'atteindre la scolarisation primaire complète universelle¹⁸. Plus précisément, le FTI a été créé pour combler quatre 'fossés' : celui des données, des politiques, des capacités et des financements. Le financement a fait l'objet d'une attention toute particulière dans le Plan d'action original du FTI qui exigeait :

- Une hausse significative de l'aide à l'éducation de base dans les pays pauvres les plus nécessiteux, notamment en Afrique subsaharienne
- Une aide accrue pour soutenir les dépenses budgétaires courantes
- Une aide plus efficace, l'utilisation de fonds communs de soutien, des approches sectorielles et programmatiques
- Une baisse des coûts de transaction grâce à l'alignement et l'harmonisation des aides
- Un soutien aux initiatives nationales s'appuyant sur une plus forte participation des différents acteurs concernés.

« Le pacte permettra aux gouvernements de démontrer leur engagement en faveur de l'éducation à travers leurs efforts de transformation du système éducatif ; les partenaires externes répondront à cela en fournissant un soutien financier et technique, délivré de manière transparente, prévisible et flexible »¹⁹.

Parmi les autres innovations du modèle FTI, figurait également un engagement à générer un effet d'appel en suivant de près ('fast-tracking') l'aide fournie aux pays approuvés par l'organisme. Les principales parties concernées se sont montrées très réticentes à l'idée de toute forme de fonds mondial. Cela reposait sur leurs expériences antérieures avec le Fonds mondial de lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme, ainsi que sur des évolutions de l'efficacité de l'aide qui semblaient indiquer que le sentiment national d'appartenance, l'alignement et l'harmonisation des aides bénéficiaient davantage du soutien budgétaire direct et du soutien des programmes sectoriels que du financement vertical. En conséquence, le FTI s'est développé à partir d'une approche par laquelle les processus d'évaluation, d'approbation et de mobilisation des ressources requises pour les plans nationaux étaient effectués uniquement au niveau du pays. Plus tard, lorsqu'il apparut que certains pays privés de l'appui et du financement de donateurs significatifs pouvaient néanmoins se qualifier pour obtenir un soutien du FTI, un 'Fonds Catalytique' (FC) fut créé afin de disposer d'un fonds commun de ressources financières externes à court terme qui permettraient de 'catalyser' des soutiens complémentaires auprès des donateurs présents dans le pays.

¹⁸ *A Chance For Every Child: Achieving Education For All by 2015* Bruns, B., Mingait, A. et Rakotomalala, R. Banque mondiale, 2003

¹⁹ *Education For Dynamic Economies: Action Plan to Accelerate Progress Towards Education For All*, Banque mondiale, 2002

« En raison de son rôle transitoire, le FC est appelé à rester relativement limité en comparaison du soutien offert par l'ensemble de la communauté des partenaires du développement. »²⁰

Deux pas en avant, un pas en arrière ? Les avancées relatives du FTI

Depuis son établissement, le FTI reste la seule initiative mondiale en faveur de l'éducation, une situation qu'il convient de souligner, surtout par rapport au nombre de programmes (80 environ) menés dans la sphère de la santé mondiale. Le FTI a remporté des succès non négligeables. Après des débuts assez lents, il s'est développé pour approuver 37 pays en développement, et a réussi à maintenir un consensus parfois fragile et à poursuivre la collaboration avec les principaux donateurs, y compris toutes les nations du G8. Les preuves s'accumulent pour démontrer son impact positif sur la réalisation de la scolarisation primaire universelle complète. Entre 2000 et 2006, les taux de scolarisation étaient considérablement plus élevés dans les pays africains du FTI que dans les pays qui n'appartenaient pas à l'Initiative (52 % contre 23 %) ²¹. Les taux d'achèvement du cycle primaire ont également augmenté plus rapidement dans les pays approuvés par le FTI ²². Cependant, le Rapport préliminaire de l'évaluation à mi-mandat du FTI ²³ met en garde devant la tentation d'attribuer ces résultats uniquement au FTI en raison du manque de recul, de la manière dont les pays ont été sélectionnés pour approbation par le FTI et des interactions entre le FTI et d'autres processus préexistants. Quoiqu'il en soit, les premières évaluations semblent indiquer que le FTI a eu un impact, au moins dans le sous-secteur de l'éducation primaire, son principal champ d'action. Par ailleurs, les progrès individuels des pays semblent également avoir été accélérés grâce au soutien du FTI.

Suite à l'abolition des frais de scolarité en 2003, les inscriptions ont grimpé en flèche au Kenya et plus d'un million d'enfants ont pu aller à l'école pour la première fois. En s'appuyant sur une aide financière du Fonds Catalytique du FTI, de l'IDA de la Banque mondiale, et du Département britannique du développement international, le Kenya a implanté avec succès deux programmes donnant aux comités des écoles primaire la responsabilité directe de décider des achats de manuels scolaires et d'autres dépenses générales. Plus de 18 000 écoles primaires ont ainsi reçu des subventions en fonction du nombre de leurs élèves. Elles ont mis en place des comités chargés de gérer les comptes bancaires et de prendre des décisions sur la manière d'utiliser ces fonds. Le système est transparent, les comités rendent compte des montants dépensés et de la manière dont ils sont utilisés. Les audits ont montré que ces programmes sont opérés avec un haut niveau de probité et une réelle appropriation au niveau du terrain. Le succès de l'opération a été tel que les communautés demandent la mise en place de programmes similaires dans le domaine de la santé.

La Guyane est un pays peu peuplé incluant des régions isolées de la forêt amazonienne. La scolarisation des enfants vivant dans ces zones reculées pose un véritable défi. Avec l'appui de l'Initiative Fast Track de l'Éducation pour tous, le gouvernement de la Guyane est en train de mettre en place un programme destiné à améliorer le taux de scolarisation de ces enfants. Le projet soutenu par le FTI inclut divers aspects, y compris le versement de primes pour inciter les enseignants à accepter ces postes difficiles dans des régions isolées. En outre, le programme permet de financer l'installation de centres de ressources d'apprentissage, la distribution gratuite de manuels scolaires, la construction de logements pour les enseignants et la fourniture d'un repas chaud pour les élèves. Tout ceci a conduit à une augmentation significative du nombre d'inscriptions scolaires.

Source : Site Web du FTI (consulté le 13/04/09).

²⁰ Cadre d'action du FTI, 2004

²¹ Fiche technique du Rapport annuel du FTI, 2008

²² Ibid.

²³ Borrador de la Evaluación de mitad de periodo de la iniciativa Fast-Track de la EPT, Informe preliminar. Cambridge Education, Mokoro, Oxford Policy Management 2009

Le FTI a été le premier à implanter certains processus importants qui sont considérés comme des exemples de meilleures pratiques en matière d'efficacité de l'aide au plan international. Il a élaboré des outils et des approches spécifiques, notamment des recommandations pour les évaluations ('Appraisal Guidelines'), une proposition de cadre de travail indicatif ('Indicative Framework') et plus récemment des conseils pour renforcer les processus au niveau des pays ('Strengthening Country-Level Processes'). Cela lui a valu des félicitations pour la manière dont il a contribué à améliorer le sentiment d'appartenance nationale dans les actions menées et à renforcer l'harmonisation, l'alignement et la confiance réciproque²⁴. L'éducation a eu la chance d'échapper à la fragmentation des efforts, au détournement des priorités nationales ou à la 'cannibalisation' des ressources humaines qui avait fait naître de nombreuses critiques sur des initiatives similaires dans le secteur de la santé²⁵. Le FTI est en grande partie responsable du succès de cette expérience et ses réalisations doivent servir d'exemples, être célébrées et défendues.

Malheureusement, il existe aussi une autre face, moins satisfaisante, dans l'historique du FTI. En effet, le FTI n'a pas eu l'impact espéré sur l'aide mondiale à l'éducation de base. Plusieurs rapports mondiaux successifs de suivi de l'EPT ont noté des lacunes dans la distribution de l'aide externe, et le dernier rapport présentait cela comme un 'échec collectif' de la part des donateurs, s'agissant de respecter leur part du pacte. Ceci constitue une faillite majeure du FTI, qui était supposé constituer la principale force de galvanisation des efforts mondiaux en vue d'atteindre les objectifs fixés à Dakar. De plus, en dépit de quelques progrès concernant l'efficacité de l'aide à l'intérieur du FTI, une fraction trop importante de l'aide à l'éducation est encore fournie en dehors du soutien basé sur les programmes des pays : selon le Rapport préliminaire de l'évaluation à mi-mandat du FTI, ceci concerne presque 50 % de l'aide à l'éducation²⁶. Cela se traduit pour les pays par une impossibilité à allouer des fonds aux coûts de fonctionnement de base de l'éducation comme la formation, le recrutement et le maintien en poste des enseignants.

Pénurie d'enseignants. Comment l'aide mondiale à l'éducation a échoué à résoudre la crise des enseignants.

L'ONU a clairement déclaré qu'il fallait former et recruter 18 millions d'enseignants d'ici à 2015. La pénurie de fonds externes a d'ores et déjà obligé un certain nombre de pays à recourir à des enseignants sous contrat non qualifiés, qui représentent dans certains pays (comme au Sénégal) près de la moitié du personnel enseignant. Le manque d'enseignants professionnels est considéré par l'UNESCO et le gouvernement de Norvège comme 'un énorme obstacle pour continuer à progresser' et nécessite 'un effort urgent sans précédent'. Il apparaît donc évident que les coûts associés au recrutement, à la formation et à l'embauche d'enseignants supplémentaires constituent un élément essentiel dans le financement requis pour réaliser les objectifs de l'Éducation pour tous et les OMD2 et 3. Les enseignants sont les éléments vitaux de tout système éducatif.

Pourtant, les modalités actuelles de l'aide ne permettent pas aux pays de planifier une expansion contrôlée de la profession enseignante. Les salaires des enseignants représentent habituellement 70-90 % des dépenses de l'éducation, et doivent être budgétés intégralement dans le cadre d'un plan de dépenses à moyen terme sur au moins trois ans. Pour que l'APD soit incluse dans ce montant, il faut que les fonds fournis par ce biais soient prévisibles et disponibles pour couvrir les frais de fonctionnement de base de l'éducation, sous la forme d'un soutien au budget général ou au budget sectoriel. Ces modalités offrent aux gouvernements la flexibilité nécessaire pour utiliser l'argent de l'aide afin de couvrir les postes de dépenses de fonctionnement appartenant au budget de l'éducation. Mais les bailleurs se montrent réticents à fournir une aide progressive de ce type, et préfèrent soutenir l'aide liée, l'assistance technique ou l'aide à des projets précis. En conséquence, les fonds restent cloisonnés et ne peuvent pas être utilisés pour contribuer aux dépenses de base relatives aux enseignants, et les donateurs ne semblent pas faire beaucoup d'efforts pour résoudre la crise des enseignants.

Souvent, les donateurs ne paraissent pas comprendre l'enjeu et n'essaient pas de contribuer à combler la pénurie d'enseignants. Selon le Rapport mondial de suivi de l'EPT 2009, seuls 10 % de l'aide à l'éducation de base sont dépensés directement en soutien budgétaire, ce qui correspond à un peu plus de 400 millions USD par an. 80 % de ce montant pourraient aisément être utilisés pour couvrir les salaires des enseignants, et 320 millions USD

²⁴ Voir par exemple : 'Integrating Global Partnership Programs With Country-Led National Programs: Synthesis Of Findings And Recommendations', OCDE-CAD 2006; 'Progress Report on Implementing the Paris Declaration for the Accra High-Level Forum on Aid Effectiveness', OCDE-CAD 2008

²⁵ Eurodad Issues Note: 'The Challenge of Vertical Funds' 2008

²⁶ Ibid

pourraient ainsi être libérés chaque année dans les pays éligibles pour bénéficier de ce type de soutien. 34 % de l'aide à l'éducation de base sont distribués aux ministères de l'Éducation sous forme de 'soutien aux programmes sectoriels', une somme qui représente 1,3 milliard USD par an. Nous ne disposons pas d'informations indiquant quelle portion de cette somme est disponible pour couvrir les dépenses courantes/les salaires des enseignants ; mais si nous l'estimons à 1/3, nous signifie encore 440 millions USD supplémentaires par an. En ajoutant ces différentes contributions, nous arrivons à un chiffre total annuel de 760 millions USD pour soutenir les salaires des enseignants – environ 17 % du total de l'aide à l'éducation de base. Même si les donateurs acceptaient d'augmenter l'aide à l'éducation de base afin de combler les besoins de financement externe de l'éducation primaire seule (9 milliards USD par an), en conservant la même répartition, cela libérerait une somme d'environ 1,5 milliard USD pour les pays en développement qui luttent pour augmenter le nombre d'enseignants – un chiffre bien insuffisant par rapport aux besoins.

Le problème est encore aggravé par l'absence de prévisibilité et la politique à court terme adoptée par la plupart des pays donateurs, lesquels déterminent les budgets de l'aide annuellement et se trouvent ainsi dans l'incapacité de s'engager officiellement à moyen terme. Les critères d'allocation de l'aide ne sont pas toujours clairement définis et varient au cours du temps, et les agences donatrices sont de plus en plus souvent obligées d'indiquer comment les aides précédentes ont été utilisées avant de pouvoir s'engager à long terme pour l'avenir. L'ironie de la situation est que cette approche plus prudente engendre une baisse de l'efficacité – l'aide bilatérale a tendance à être attribuée pour une durée d'un ou deux ans seulement, ce qui empêche de l'utiliser pour des dépenses courantes, notamment pour augmenter le nombre d'enseignants, car les pays bénéficiaires ne peuvent pas prendre le risque de se trouver à court de fonds pour financer leurs futures dépenses courantes. Le manque de confiance des pays dans la prévisibilité du soutien des donateurs apparaît très clairement dans le fait que près de la moitié des subventions du Fonds Catalytique du FTI est utilisée pour acheter des manuels scolaires, et seuls 13 % servent à payer les enseignants. Même si les livres constituent un facteur crucial de l'éducation de qualité, il faudrait inverser ces pourcentages pour refléter les véritables priorités de dépenses.

Extrait de l'exposé de la CME au Groupe de haut niveau de l'EPT, décembre 2008

Lorsque l'on examine l'action spécifique du FTI concernant la délivrance de financements suffisants aux pays approuvés, le tableau est encore plus décevant. Si les besoins globaux de financement peuvent être envisagés comme faisant partie du problème plus large de la fourniture d'aide au plan mondial, cet aspect-là est absolument du ressort du FTI – et constitue un défi qui reste à résoudre et qui continue à s'aggraver. Le Secrétariat du FTI semble avoir des difficultés majeures à fournir des données sur les déficits de financement pays par pays, et ceci a lourdement pesé sur les efforts des activistes qui tentaient de rendre les donateurs responsables de leurs engagements à mobiliser des ressources internes pour réaliser les plans prévus. Ce qui est indéniable, c'est que le déficit collectif de ressources pour les plans approuvés par le FTI s'est creusé exponentiellement chaque année.

Un pacte global unilatéral

Le tableau qui suit illustre clairement le travail admirable effectué par les pays à faible revenu pour trouver des fonds internes. En effet, 80 % du financement de leurs plans provient de ressources nationales. Dans certains cas, notamment au Rwanda, au Ghana et à Madagascar, les bailleurs ont eux aussi accéléré le rythme – une démarche qu'il convient d'applaudir.

Malheureusement, certains pays parmi les plus en difficulté ont été abandonnés en chemin, après avoir fait naître de vains espoirs chez leurs concitoyens. Ils ont pris des mesures courageuses pour ouvrir les portes de l'instruction à tous, par exemple en abolissant les frais de scolarité et en entreprenant des politiques actives de redressement de la parité entre les sexes. Face à l'insuffisance des financements, le message qui leur est envoyé après leur expérience est le suivant : vos efforts ne seront pas toujours récompensés.

Peut mieux faire – l'expérience du Mali en matière d'aide à l'éducation

Le Mali fait partie des cinq pays d'Afrique francophone où le nombre d'enfants non scolarisés approche du million. Le pays a besoin de 40 000 enseignants supplémentaires entre aujourd'hui et 2015 pour répondre à la croissance de la demande et remplacer les enseignants qui quittent la profession. Il y a aujourd'hui un enseignant pour 53 élèves dans l'enseignement primaire, et un enseignant pour 70 enfants d'âge primaire.

Des efforts ont été entrepris pour augmenter le nombre d'enseignants, mais l'absence de ressources a conduit à une dégradation de la qualité. Plus de quatre enseignants sur dix n'ont pas achevé un cycle secondaire inférieur complet (collège), et près de six sur dix ne possèdent aucune qualification pour enseigner. La réponse du gouvernement a consisté à mettre en place un programme intitulé SARPE (Stratégie Alternative de Recrutement de Personnel d'Enseignement) qui forme des enseignants en 90 jours seulement, et les envoie dans des salles de classe après 45 jours.

« Ce qui est évident, c'est qu'il y a une terrible pénurie d'enseignants... SARPE produit ce qu'il est possible de produire, pas ce qui est nécessaire. On ne peut pas former un enseignant en 45 jours d'un coup de baguette magique. Ces pauvres instituteurs, qui ne savent pas vraiment comment enseigner, se retrouvent devant une classe de 80 à 100 élèves, où on leur dit 'Allez-y' sans aucun matériel. »

Kady Baby, Forum des éducatrices africaines/coalition EPT

Pourtant, malgré ces besoins pressants évidents, le Mali doit se démener pour obtenir de l'aide afin d'améliorer et d'étendre son système d'éducation. Le plan du Mali est approuvé par l'Initiative Fast Track (FTI) depuis septembre 2007. Pour 2008 et 2009, un montant de 8,7 millions USD a été engagé par le Fonds Catalytique du FTI – une somme totalement insuffisante pour combler le déficit de financement de l'éducation (environ 40 millions USD en 2008), ce qui était l'objectif de cette initiative. Un acte d'accusation terrible qui montre que les donateurs n'ont pas réussi à tenir leur promesse de Dakar affirmant que « aucun pays engagé dans l'EPT ne verra ses efforts entravés par le manque de ressources ».

Quinze bailleurs fournissent une aide à l'éducation au Mali, mais l'essentiel des fonds provient de seulement deux donateurs. Le Canada et les Pays-Bas ont fourni à eux seuls 76 % de toute l'aide à l'éducation et 95 % de l'aide à l'éducation de base en 2006. Les autres donateurs doivent renforcer leurs efforts pour combler le déficit.

D'un autre côté, les donateurs ne tiennent pas non plus leurs engagements concernant la distribution de leur aide en fonction des priorités et des programmes fixés par le gouvernement, par le biais d'un soutien au budget sectoriel ou d'un soutien budgétaire permettant au gouvernement de disposer des fonds dont il a besoin pour couvrir les dépenses courantes, en particulier les salaires des enseignants. Seulement 13 % de l'aide ont été délivrés sous forme de soutien au budget sectoriel (SBS), et le Mali ne perçoit qu'un soutien budgétaire général minime. En 2006, seuls six donateurs sur 20 ont fourni un appui budgétaire général. Au total en 2006, le Mali a bénéficié de 140 millions USD d'aide sous forme de soutien budgétaire général, à peine un sixième du montant total de l'aide perçue.

De plus, le soutien budgétaire général concédé au Mali s'est montré extrêmement imprévisible au cours des cinq dernières années, et semble vouloir varier énormément d'une année sur l'autre à venir. Il faut que les donateurs améliorent le déboursement de l'aide, mais aussi qu'ils apportent un soutien budgétaire plus conséquent, plus prévisible et à long terme. Aussi longtemps que les déficits de financement ne seront pas comblés de manière à permettre au Mali d'embaucher des enseignants, le système éducatif restera confronté à de graves problèmes dont les répercussions seront dévastatrices pour toute une génération d'apprenants.

Résumé à partir d'un rapport d'études d'Oxfam, *Delivering Education Aid in Mali* (2008). Oxford 2008

FRENCH Heading required!!!

Pays		Millions USD		
		2006	2007	2008
Albanie	Coût du programme primaire	162.8	173.2	178.5
	Déficit de financement	14	12.9	11.9
Burkina Faso	Coût du programme primaire	92	92	92
	Déficit de financement	19.8	19.8	19.8
Cambodge	Coût du programme primaire	343.1	330.1	338.2
	Déficit de financement	146.5	123.3	141.5
Cameroun	Coût du programme primaire		239.9	261.3
	Déficit de financement		0	0
Djibouti	Coût du programme primaire	32.6	34	35.3
	Déficit de financement	0	0	6
thiopie	Coût du programme primaire	395.8	395.8	395.8
	Déficit de financement	163.6	163.6	163.6
Gambie	Coût du programme primaire	15.2	15.2	15.2
	Déficit de financement	0	5.3	5.3
Ghana	Coût du programme primaire	195.4	195.4	195.4
	Déficit de financement	3.2	0	3.2
Guinée	Coût du programme primaire	144.5	144.5	144.5
	Déficit de financement	25.8	25.8	25.8
Guyane	Coût du programme primaire	78.2	78.2	78.2
	Déficit de financement	0	4	4
Honduras	Coût du programme primaire	375	375	375
	Déficit de financement	0	0	0
Kenya	Coût du programme primaire	1,318.70	1,410.00	1,418.90
	Déficit de financement	37.0	96.1	133.1
Kirghizstan	Coût du programme primaire		167.3	186.3
	Déficit de financement		0	0
Lesotho	Coût du programme primaire	89.1	90.4	92.9
	Déficit de financement	0	0	6.9
Madagascar	Coût du programme primaire	166.9	137.5	195.5
	Déficit de financement	48.3	10	84.3
Mali	Coût du programme primaire	115.3	150.3	160.9
	Déficit de financement	0	7.2	16.5
Mauritanie	Coût du programme primaire	31.4	31.4	31.4
	Fonds Catalytique	0	0	0
	Déficit de financement	6.2	6.2	6.2
Moldavie	Coût du programme primaire	38.6	40.6	42.2
	Déficit de financiación			4.4
Mongolie	Coût du programme primaire	113.5	128.7	134.1
	Déficit de financement	25.2	9.2	12.5
Mozambique	Coût du programme primaire	210	210	210
	Déficit de financement	96.9	96.9	96.9
Nicaragua	Coût du programme primaire	122.5	126.3	135.0
	Déficit de financement	7	7	14.6
Niger	Coût du programme primaire	126.9	155.8	172.6
	Déficit de financement	7.7	49.6	79.5
Rwanda	Coût du programme primaire		164	182
	Déficit de financement		0	27
Sénégal	Coût du programme primaire		197.1	206.9
	Déficit de financement	26	25	28
Timor Leste	Coût du programme primaire	23.7	21.8	20.8
	Déficit de financement	0	1.5	8.2
Tadjikistan	Coût du programme primaire	120.3	143	153
	Déficit de financement	0	16.7	34.3
Vietnam	Coût du programme primaire	660	660	660
	Déficit de financement	13	13	13
Yémen	Coût du programme primaire	449	464	480
	Déficit de financement	73	62	83

Source : Secrétariat du FTI 2007. Les chiffres actualisés de 2008 et les prévisions pour 2009 ne sont pas encore disponibles.

Ces données doivent servir d'acte d'accusation contre le comportement des donateurs, car elles illustrent sans équivoque leur échec face aux engagements de Dakar et à leur mise en œuvre à travers le FTI. Mais elles offrent aussi une occasion de raviver les efforts de tous les acteurs impliqués dans l'architecture mondiale du financement de l'éducation de base. Elles invitent à s'interroger sérieusement sur les résultats réellement délivrés par le modèle tant vanté de mobilisation des ressources par les pays eux-mêmes, qui a été développé à travers le FTI.

Il apparaît donc clairement que les accords de responsabilité financière associés à la mobilisation des ressources internes à travers le FTI n'ont pas abouti aux résultats qui figuraient dans son mandat. Les possibilités officielles de demander aux bailleurs de rendre compte de leurs actions au niveau des pays sont rares, tout comme les informations concernant les déficits de financement, les engagements d'aide et les intentions des donateurs. Ce déficit fondamental de financement externe amène des questions sur la viabilité du modèle du FTI qui consiste à encourager le soutien des donateurs internes. Comme le constate le Rapport préliminaire de l'évaluation à mi-mandat du FTI²⁷ :

« ... la formulation semble peu plausible, s'agissant d'espérer qu'un groupe local de donateurs pour l'éducation puisse négocier un engagement collectif de financement significatif si aucune agence individuelle n'en prend la responsabilité. »

Danger, déficit : La réponse du Fonds Catalytique

Face à ces imperfections du modèle du FTI, il n'est pas surprenant que le Fonds Catalytique ait pris de plus en plus d'importance au cours du temps, tandis que montait la pression sur le FTI afin qu'il dispense les fonds nécessaires pour implémenter les plans approuvés. Depuis 2006, le Fonds Catalytique est ouvert à tous les pays à faible revenu dont les plans ont été approuvés (et non pas uniquement aux pays dépourvus de donateurs)²⁸. Les demandes auprès du Fonds ont grimpé de manière exponentielle, et au cours d'une période réduite (de mai 2007 à septembre 2008), le comité du FC a alloué quelques 627 millions USD à 12 pays.

Malheureusement, cette croissance a coïncidé avec une période d'inquiétudes de plus en plus marquées de la Banque mondiale, administrateur du FC, concernant la supervision des sommes versées par les fonds mondiaux. Fin 2007, le comité exécutif de la Banque mondiale a décidé que tous les fonds de dépôt seraient assujettis aux mêmes dispositifs de protection et aux mêmes procédures de gestion financière que les opérations de l'APD. En conséquence, tous les fonds de dépôt du FTI sont passés sous le contrôle administratif de la Banque mondiale, ce qui s'est traduit par l'application à ces opérations d'une procédure complète d'évaluation de la gestion financière et des dispositifs de protection. Résultat : des retards désastreux dans les déboursés du FC, avec seulement 3,2 millions USD déboursés entre mai 2007 et septembre 2008.

Les ministres de l'Éducation, qui avaient pris des engagements politiques en se basant sur une arrivée imminente des fonds, se sont retrouvés le bec dans l'eau. Plusieurs d'entre eux ont exprimé leurs inquiétudes. Les donateurs aussi ont fait part de leur mécontentement et leur embarras devant une telle situation. Le ministre du Développement des Pays-Bas a ainsi dû expliquer devant le Parlement que, en raison de la lenteur du démarrage du FTI, son ministère ne serait pas en mesure d'atteindre les objectifs d'aide officiellement fixés par la loi. Depuis septembre 2008, des efforts considérables ont été entrepris à la fois par les donateurs et la Banque mondiale afin d'améliorer la situation, mais les niveaux de déboursement du Fonds Catalytique restent très décevants, et ne représentent que 34 % du financement total qui avait été promis pour les plans nationaux²⁹. Cet épisode a amené les défenseurs de la campagne et certains décideurs politiques à se demander si le Fonds Catalytique constituait vraiment un outil approprié pour augmenter rapidement et substantiellement les financements en ce moment.

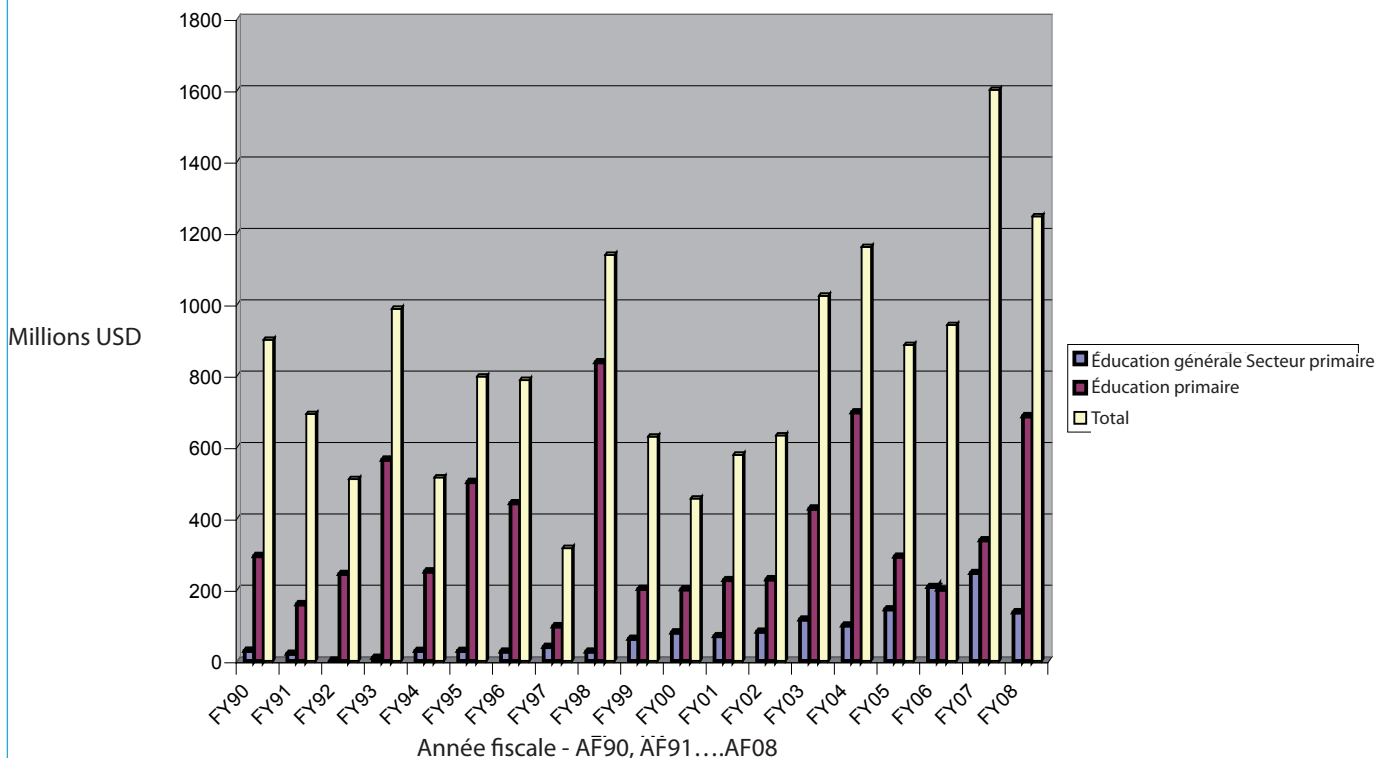
Dans le même temps, il est apparu que la position de la Banque mondiale, financeur historique majeur de l'éducation de base et dont le rôle était supposé se développer encore dans le cadre du FTI, marquait un recul devant les investissements directement destinés à l'éducation primaire. Un rapport de 2008 du Fonds pour l'éducation RESULTS indique que l'aide à l'éducation primaire fournie par l'IDA avait en fait diminué depuis 2002 – une baisse de 13 % en valeur nominale dans les moyennes triennales 2002-2004 et 2005-2007.

²⁷ *Ibid*

²⁸ *Compte-rendu de la réunion du partenariat du FTI, Le Caire, 2006*

²⁹ *Fonds Catalytique du FTI Rapport annuel de situation, Oslo, Norvège, 13 décembre 2008*

Nouveaux engagements de l'IDA/Banque mondiale pour l'éducation



Les résultats sont clairs :

- 1) Les investissements en faveur de l'éducation ont globalement atteint un pic en 2007, à tous les niveaux, avec un montant de 1,6 milliard USD
- 2) Le pourcentage dévolu à l'éducation générale (c.-à-d. les projets éducatifs mis en œuvre par d'autres secteurs) a également augmenté par rapport au total des prêts pour l'éducation – on considère habituellement que 50 % du sous-secteur de l'éducation générale sont destinés au primaire. La tendance globale montre donc une hausse des projets d'éducation primaire mis en œuvre par d'autres secteurs.
- 3) Depuis 2004, les projets d'éducation primaire (dans le secteur éducatif ou via le Réseau pour le développement humain) ont diminué par rapport au total des investissements pour l'éducation, à l'exception de l'année fiscale 2008.

En 2008, la Banque mondiale a investi 686 millions USD dans l'éducation primaire – mais 600 millions USD sont allés à un seul pays, l'Inde, pour son projet d'éducation élémentaire, et seuls 44 millions USD ont été investis directement dans l'éducation primaire de toute l'Afrique subsaharienne.

Si l'on exclut l'investissement sans précédent consenti l'année dernière à l'éducation primaire en Inde et que l'on s'intéresse à la décennie passée, on voit émerger une image plutôt inquiétante du rôle de financeur de l'éducation de base de la Banque mondiale. Depuis 2004, les investissements dans l'éducation primaire ont non seulement baissé en valeur réelle, mais également en pourcentage de l'ensemble des investissements pour l'éducation. Le rapport 2006 de révision de la stratégie de la Banque mondiale à l'égard du secteur éducatif confirme la place des subventions du Fonds Catalytique du FTI qui viennent se substituer aux investissements de la Banque mondiale en faveur de l'éducation primaire : il déclare que la stratégie révisée de la Banque inclut de nouveaux éléments comme « une plus grande confiance dans l'Initiative Fast Track pour canaliser l'aide des donateurs à l'éducation primaire... dans les pays à faible revenu ». Si cette tendance se poursuit, et faute d'un financement approprié de la part du plus important financeur externe de l'éducation de base dans le monde, les récentes avancées de la scolarisation risquent de s'inverser, sans parler de la qualité de l'éducation³⁰.

³⁰ RESULTS World Bank Education Overview 2008

Une vision étroite ?

D'autres aspects clés de l'approche actuelle du financement de l'éducation dans le monde par le FTI préoccupent également les activistes de la campagne. Tout d'abord, ils s'inquiètent de la portée limitée de l'initiative, qui ne vise qu'à réaliser les Objectifs du Millénaire pour le développement, et non l'agenda complet de l'EPT (un comble, étant donné son appellation). Le cadre d'action de Dakar a approuvé six objectifs reconnaissant les liens indivisibles entre les différents niveaux de l'enseignement officiel, et entre l'alphabétisation/l'apprentissage dans la population générale et la scolarisation. Il est de plus en plus évident que les soins et l'éducation de la petite enfance sont essentiels pour garantir l'égalité de l'accès et de l'apprentissage à tous les enfants, spécialement aux plus défavorisés. A l'âge de six ans, le destin éducationnel d'un enfant est déjà largement tracé. En offrant aux enfants dès le plus jeune âge des possibilités d'apprentissage et une alimentation appropriée, on décuple leurs chances de réussir plus tard³¹.

Le fait de permettre à tous les adultes de sa population de savoir lire et écrire caractérise une société civilisée, et contribue fortement à l'instruction universelle des enfants : en effet, une mère éduquée est deux fois plus susceptible d'envoyer ses enfants à l'école³². Pourtant, comme le montrent le Bulletin scolaire 2008 de la CME et de nombreux rapports sur l'EPT, ces facteurs ont été largement négligés dans la course à la réalisation des OMD, compromettant ainsi toute la vision de l'Éducation pour tous.

En outre, au fur et à mesure des avancées de l'éducation primaire universelle, de nouveaux soucis sont apparus concernant la qualité de l'éducation et la demande croissante d'éducation secondaire. L'échec serait patent si tous les efforts déployés en vue d'établir un pacte de l'éducation pour réaliser la scolarisation universelle laissaient sur le bord du chemin des millions de personnes analphabètes, sans aucun espoir de poursuivre leur instruction. Le Fonds Catalytique du FTI a financé des activités relatives à l'éducation non primaire qui contribuaient à l'objectif d'éducation primaire universelle, mais cette évolution de la stratégie doit encore être formalisée ou annoncée officiellement aux pays partenaires qui sont en train d'élaborer des plans sectoriels pour l'éducation.

Bien entendu, le FTI n'est pas le seul responsable de la situation. Il a été explicitement fondé pour les OMD2 et 3, mais en cette période charnière, il est temps de définir une architecture mondiale pour l'éducation avec un rôle plus étendu. A l'approche de la date limite de 2015, le moment est venu de redonner vie à la vision initiale de l'Éducation pour tous en s'assurant que les structures mondiales de financement sont prêtes à la soutenir.

Près de 40 % des enfants non scolarisés vivent dans des nations fragiles. Ces enfants ont autant droit que les autres à l'éducation, laquelle constitue aussi un atout pour la paix et la réconciliation. Pourtant, une part bien trop limitée de l'aide à l'éducation atteint ces pays dans le besoin³³. Les avancées de la scolarisation dans les pays plus solides n'ont pas touché de larges portions de la population d'âge scolaire qui a eu la malchance de naître dans des pays instables. Le FTI a été conçu pour inciter et récompenser les bonnes performances, mais ce mandat ne lui permettait probablement pas de cibler les pays fragiles ou émergeant d'un conflit. La création d'une équipe chargée des États fragiles au sein du FTI et l'établissement par les Pays-Bas et l'UNICEF en 2007/2008 d'un Fonds de transition pour l'éducation (ETF) destiné aux États fragiles ont tenté de redresser ce déséquilibre. La prochaine étape du pacte mondial pour l'éducation devra inclure des efforts plus intenses et plus approfondis pour poursuivre et développer ce type d'actions, afin de s'assurer que les enfants du conflit ne soient plus abandonnés devant les grilles de l'école.

Un autre défi majeur concerne l'égalité, tant en termes d'accès que de qualité de l'éducation. Le dernier Rapport mondial de suivi de l'Éducation pour tous a fixé un agenda courageux visant à faire évoluer la gouvernance de l'éducation et à mettre fin aux inégalités persistantes liées aux revenus, au genre, à la situation géographique, à l'ethnicité, à la langue ou d'autres facteurs désavantageux. Il est clair que, pour que la promesse de Dakar sur l'Éducation pour tous ait un sens, il faudra consentir des efforts importants pour encourager la demande et améliorer l'accès à l'éducation des enfants difficiles à atteindre.

Enfin, le pacte de l'EPT reposait sur un rôle plus fort de la société civile dans le dialogue avec les gouvernements et les donateurs, afin de garantir une offre ambitieuse, innovante et équitable

³¹ *Un bon départ, Rapport mondial de suivi de l'EPT, UNESCO, Paris 2007*

³² *L'alphabétisation, un enjeu vital, Rapport mondial de suivi de l'EPT, UNESCO, Paris 2005*

³³ Voir : *How to Unlock Financing For Fragile States Gene Sperling, CUE Briefing, 2007; Last in Line, Last in School series Save the Children, Last in Line, Last in School series*

de services éducatifs. En principe, le FTI a rempli son mandat, et il existe un certain nombre de documents-cadres essentiels qui attribuent à la société civile un rôle clair de partenaire et de défenseur de l'éducation³⁴ au cours des procédures d'élaboration des plans et de suivi de leur application. Globalement, l'expérience s'est avérée plutôt positive ; le comité de pilotage du FTI s'est élargi en 2006 pour inclure trois représentants de la société civile (et quatre délégués des pays en développement). Mais les comités de financement n'ont jamais inclus pleinement la société civile dans leurs activités, et ont même parfois rejeté ses demandes de participation en qualité de simple observateur. Par ailleurs, dans les pays partenaires, l'expérience s'est rarement montrée à la hauteur des principes posés sur le papier. Une étude de la CME Espagne au Honduras et au Mozambique signale que la société civile, rarement invitée aux séances de planification gouvernementale, occupe une place marginale dans les processus FTI. Le Rapport préliminaire de l'évaluation à mi-mandat³⁵ confirme :

« Depuis Dakar, le rôle de plaidoyer de la société civile a gagné en visibilité, mais les opportunités sérieuses de collaboration avec le gouvernement pour déterminer le programme national d'éducation restent limitées. »

Nous sommes à un moment crucial pour l'architecture mondiale de l'éducation. Le FTI a montré qu'il était possible de progresser, mais ses efforts semblent de plus en plus freinés par la négligence des donateurs à l'égard de leurs responsabilités financières, et par un certain nombre de défis institutionnels. Le renouveau d'intérêt de l'administration américaine peut raviver le dynamisme. Mais il faut que les États-Unis et l'ensemble de la communauté des donateurs tiennent leurs engagements, et qu'ils puissent le faire par le biais d'une architecture mondiale adaptée à cet objectif. Nous pouvons faire plus, mieux, et plus vite afin que la prochaine génération soit la première à bénéficier d'un accès total à une éducation complète et de bonne qualité, à tous les niveaux et pour tous les citoyens.

Plus, mieux, plus vite. Les principes d'un nouveau Fonds mondial pour l'Éducation pour tous reposant sur le FTI.

L'Initiative Fast Track de l'Éducation pour tous (FTI) fournit un fondement solide pour une nouvelle initiative telle le Fonds mondial pour l'Éducation pour tous. En s'appuyant sur les points forts de ce modèle – le meilleur encore aujourd'hui – pour coordonner les donateurs, les gouvernements nationaux et la société civile autour des plans sectoriels de l'éducation et pour les financer, le Fonds mondial pour l'Éducation pour tous doit conserver les aspects les plus efficaces du partenariat du FTI, tout en renforçant simultanément les domaines qui ont été identifiés comme problématiques pour le FTI. Il ne s'agit pas d'établir un fonds ou une structure concurrente, mais plutôt une initiative qui utilise les réformes déjà mises en place par le FTI, en les développant de manière plus ambitieuse. En conséquence, le Fonds mondial pour l'Éducation pour tous devra conserver l'approche du FTI dans les domaines suivants :

- **Plans sectoriels de l'éducation élaborés au niveau national** : Le FTI a activement encouragé l'élaboration de plans nationaux solides, chiffrés, associés aux Documents de stratégie de réduction de la pauvreté et aux Cadres de dépenses à moyen terme. Cette démarche a sans nul doute contribué au succès constaté dans les pays approuvés par le FTI en matière de taux d'inscription et d'achèvement scolaires.
- **Coordination entre donateurs au niveau national** : En rassemblant tous les donateurs d'un pays donné au niveau national, le FTI a amélioré aussi la coordination entre les donateurs externes et les organisations de mise en œuvre qui, en définitive, recherchent la meilleure rentabilité possible de leurs projets.
- **Qualité des plans d'éducation** : Le système d'évaluation de la qualité des plans d'éducation utilisé par le FTI a contribué à veiller à ce que les pays élaborent des budgets complets et raisonnables, et fixent des objectifs mesurables d'amélioration.

Pour transformer le FTI en un Fonds mondial pour l'Éducation pour tous plus robuste, il conviendra d'appliquer les principes fondamentaux suivants à la nouvelle initiative :

- **Gouvernance participative** : Le FME devra maintenir un équilibre tripartite entre le gouvernement national, les donateurs et les représentants de la société civile, tant au plan national dans chaque pays qu'à l'échelon global.

³⁴ Voir par exemple le Cadre de travail du FTI 2004, la proposition de gouvernance du FTI 2009

³⁵ *Ibid.*

- **Indépendance du Secrétariat mondial** : Afin d'assurer une gestion efficace et transparente, le Secrétariat, structure de gestion du Fonds mondial pour l'Éducation pour tous, doit rester indépendant de toute organisation membre individuelle.
- **Multilatéral, multi-donateurs, multipartenaires et multi-instruments** : Un Fonds mondial pour l'Éducation pour tous fort et inclusif doit fournir le cadre nécessaire pour augmenter et améliorer l'aide mobilisée à travers des modalités variées. Face à la diversité des préférences et des priorités des donateurs en matière de délivrance de l'aide, le Fonds mondial pour l'Éducation pour tous ne devra pas inclure les contributions bilatérales soutenant les plans des pays en développement, notamment via un support aux programmes sectoriels ou un support budgétaire direct, mais fournir un fonds commun plus large qui s'alignera de la même façon sur les plans sectoriels de l'éducation déterminés au niveau national.
- **Adhésion aux principes globaux d'efficacité de l'aide** : Pour répondre au programme d'action d'Accra sur l'efficacité de l'aide, le FME devra coordonner l'ensemble des aides délivrées via divers canaux, en veillant au respect des principes largement acceptés de l'efficacité de l'aide : renforcer le sentiment national d'appartenance ; établir des partenariats efficaces et inclusifs ; engendrer et répertorier les résultats de développement.
- **Réactivité du mécanisme** : Dans les situations post-confliktuelles et les États fragiles, la reconstruction ou le renforcement du système d'éducation peut avoir un impact significatif sur le redressement d'un pays. En sa qualité d'organisme central chargé de l'éducation dans le monde, le FME devra trouver des moyens stratégiques innovants pour déboursier les fonds plus rapidement et plus efficacement afin d'obtenir plus rapidement de meilleurs résultats.
- **Forte valeur ajoutée** : Le Fonds mondial pour l'Éducation pour tous devra permettre d'améliorer la situation à partir de l'existant, ce qui justifierait l'investissement et les efforts à consentir pour créer et faire fonctionner ce nouveau système. En réanimant l'intérêt international et multilatéral en faveur de l'éducation pour tous, il sera possible de :
 - Renforcer l'attention sur les enfants les plus vulnérables et difficiles à atteindre, y compris ceux vivant dans des pays en conflit ou fragiles ;
 - Rehausser le niveau de participation de la société civile dans les pays ainsi que les procédures de prise de décision au plan mondial ;
 - Fournir une aide prévisible, disponible pour les dépenses courantes, notamment la formation et l'embauche des enseignants ;
 - Assurer la distribution rapide et coordonnée des flux d'aide sans l'encombrer de conditionnalités inutiles ;
 - Insister sur la qualité de l'éducation et contribuer aux plans et stratégies visant à améliorer les résultats de l'apprentissage autant que la scolarisation ;
 - Veiller à ce que l'aide soit disponible pour tous les objectifs de l'Éducation pour tous.

Recommandations pour l'établissement d'un Fonds mondial pour l'Éducation pour tous

Le Fonds mondial pour l'Éducation pour tous a besoin d'un partenariat mondial, incluant tous les acteurs concernés et centré sur l'accès à l'éducation de qualité pour les millions d'enfants des pays les plus pauvres. Les principaux objectifs du FME doivent être de mobiliser les fonds nécessaires pour réaliser l'agenda complet de l'Éducation pour tous – depuis l'éducation de la petite enfance jusqu'à l'alphabétisation des adultes – et de délivrer ces fonds le plus efficacement possible, afin d'obtenir les meilleurs résultats dans les salles de classe. Pour véritablement atteindre l'Éducation pour tous, le FME doit se tourner explicitement vers les enfants les plus vulnérables et difficiles d'accès qui vivent dans des pays en conflit ou fragiles, et soutenir la qualité de l'éducation pour améliorer les résultats de l'apprentissage. Il faut que le FME constitue une entité indépendante gérée conjointement par les donateurs, les gouvernements des pays en développement et la société civile, tant au niveau national que mondial. Il doit se construire à partir des mécanismes de coordination existants, en particulier l'Initiative Fast Track de l'Éducation pour tous (FTI), et collaborer étroitement avec la Banque mondiale, l'UNESCO, l'UNICEF et les bailleurs bilatéraux afin de tirer profit des avantages de chacun de ces partenaires. Dans cette optique, on pourrait envisager le Fonds mondial pour l'Éducation pour tous comme un Fonds de fonds – un mécanisme qui chapeauterait toutes les formes d'aide bilatérale et multilatérale à l'éducation et surveillerait leur impact sur les objectifs de l'EPT. Une entité qui, par sa nature, reposerait sur l'expérience du FTI pour continuer à promouvoir un modèle d'aide à l'éducation basé sur des résultats et une confiance mutuelle.

Faire plus :

- Les donateurs devraient demander, à l'occasion de l'une des grandes manifestations internationales de 2009, l'établissement d'un groupe de travail de haut niveau chargé de la transition, qui devra préparer des propositions substantielles précises pour la création d'une nouvelle architecture internationale basée sur les forces du FTI. Ce processus devra inclure la participation des pays bénéficiaires et de groupes issus de la société civile.
- Le Fonds mondial pour l'Éducation pour tous devra affirmer son ambition de travailler avec les gouvernements pour assurer la réalisation de l'agenda complet de l'Éducation pour tous dans tous les pays à faible revenu, y compris les États fragiles, d'ici à 2015.
- Pour établir un plan approprié à la réalisation de l'agenda complet de l'Éducation pour tous, nous devons disposer d'une estimation chiffrée des besoins financiers de chaque pays, et d'une évaluation du coût global au plan mondial. Il existe différentes organisations qui se sont chargées d'entreprendre certaines parties de cette tâche, mais, pour calculer le coût total de la réalisation de l'Éducation pour tous, il conviendrait de renforcer les capacités d'une entité spécifique et appropriée (tel le Rapport mondial de suivi de l'EPT) pour lui confier cette mission. Il est probable que cette nouvelle estimation des coûts – incluant davantage les programmes d'éducation de la petite enfance et d'alphabétisation des adultes – sera nettement plus élevée que l'estimation actuelle. En attendant, il faudra utiliser le total de 16 milliards USD actuel³⁶.
- Les donateurs devraient profiter de l'une des grandes conférences prévues en 2010 pour annoncer des engagements ex ante basés sur ce total pour une période d'au moins 5 ans, via des modalités bilatérales, multilatérales ou de fonds commun, correspondant à leur 'quote-part équitable' du déficit de financement.
- Le Fonds mondial pour l'Éducation pour tous devrait disposer d'un 'pot commun' de financement mondial plus large, auquel les pays en développement auraient accès pour financer leurs plans nationaux d'éducation de manière opportune, appropriée et ambitieuse. Le Fonds de transition de l'éducation (ETF) doit être maintenu sous forme d'un flux séparé de financement pour les pays en situation fragile, mais il faudra envisager de continuer à mobiliser des ressources pour ce fonds dans le cadre du Fonds mondial pour l'Éducation pour tous.

³⁶ *Ibid.*

Faire mieux et plus vite

- Il faudra examiner les cadres de travail et les critères de référence établis par le FTI au cours de l'année 2009 afin que, mi-2010, ceux-ci soient adaptés à l'objectif qui est d'inciter les gouvernements à préparer des plans et des budgets pour réaliser l'agenda complet de l'Éducation pour tous, salaires des enseignants inclus.
- Dans le cadre du Fonds mondial pour l'Éducation pour tous, il faudra que le développement et l'approbation de plans sérieux pour l'EPT et de leur financement soient confiés à un Groupe local rassemblant une large base de défenseurs de l'éducation, incluant une représentation équilibrée de membres du gouvernement, de donateurs et d'OSC, voire de représentants du secteur privé, le cas échéant. Les mécanismes nationaux de coordination mis en oeuvre par le Fonds mondial de lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme pourront servir de modèle pour une meilleure participation dans l'élaboration des plans.
- Sur demande des Groupes locaux de l'éducation, l'UNESCO et l'équipe du Rapport mondial de suivi de l'EPT devront effectuer une analyse indépendante des estimations financières associées aux plans en utilisant une méthode transparente de chiffrage des coûts.
- Le Fonds mondial pour l'Éducation pour tous devrait être responsable du suivi et de la coordination de toutes les aides aux plans de l'Éducation pour tous, y compris les aides bilatérales.
- Le Fonds mondial pour l'Éducation pour tous devra être géré par un Secrétariat et un Directeur indépendants, et basé en dehors de toute agence partenaire pour garantir sa liberté d'action et son influence politique.
- Le Secrétariat du Fonds mondial pour l'Éducation pour tous devra disposer de capacités supplémentaires afin d'aider les pays à élaborer leurs plans et à mettre en place les Groupes locaux de l'éducation.
- La plus haute autorité au sein du Fonds mondial pour l'Éducation pour tous sera le conseil d'administration. Si les fonds communs sont gérés par des comités distincts, placés sous son égide, il devra s'agir de sous-comités représentant toutes les parties concernées, y compris les pays partenaires et la société civile. Une organisation similaire devrait s'appliquer à l'ETF.
- Il faudrait que la Banque mondiale conserve son statut d'administrateur des fonds mis en commun dans le Fonds mondial pour l'Éducation pour tous, mais les financements ne devraient pas être automatiquement soumis aux exigences fiduciaires de la Banque. Celle-ci devrait uniquement agir comme une banque, en gérant l'argent et en le déboursant conformément aux instructions du conseil d'administration du FME. Ceci ne devrait pas empêcher le déboursement de fonds via diverses agences ni compromettre le principe d'une gestion financière responsable. Il convient en la matière de rechercher quelles sont les alternatives viables.
- Il faudra tirer les leçons des expériences positives et négatives du Fonds mondial de lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme dans les domaines suivants :
 - Utilisation de comités techniques d'experts pour l'examen des plans (Technical Review Panels, TRP)
 - Utilisation d'agents locaux de financement chargés de suivre les flux de subventions dans les pays et d'en référer au Secrétariat
 - Définition claire, dès le départ, des formes d'assistance technique disponibles pour le développement des plans
 - Financement dépendant des performances.

Conclusion : L'Éducation pour tous au bord du gouffre

Depuis la conférence mondiale de Dakar sur l'éducation, la CME n'a jamais cessé de plaider en faveur d'une initiative mondiale efficace pour aider l'éducation. Le temps presse, et il faut admettre que l'Éducation pour tous ne sera jamais achevée sans une augmentation massive de l'aide publique au développement. Cette aide doit être disponible dans les deux ans à venir pour que les pays puissent planifier la scolarisation de tous les enfants avant fin 2010, et qu'ils puissent commencer à organiser immédiatement l'élargissement des autres prestations relatives à l'EPT. Même si ces mesures ne permettront pas d'atteindre même l'objectif minimal d'éducation primaire universelle complète en 2015, elles constitueront malgré tout une étape importante à atteindre pour remettre l'EPT en route.

Toutefois, n'oublions pas que l'éducation primaire universelle ne représente qu'une part du problème. Des progrès ont été accomplis, même fragmentaires, concernant la scolarisation de toutes les filles et de tous les garçons. L'agenda international de l'aide a trop longtemps négligé les autres objectifs de l'EPT – sans lesquels l'EPU et les autres objectifs de développement ne sauraient être atteints. Le comportement actuel des donateurs – deux pas en avant, un pas en arrière – doit se transformer en une marche rapide et soutenue vers la ligne d'arrivée. Une seule nation, les Pays-Bas, donne actuellement sa quote-part équitable du montant total requis pour réaliser la vision d'origine – qui reste encore la meilleure – d'une approche intégrée de l'EPT qui n'oublie personne, ni adulte, ni enfant, ni tout-petit.

En dépit d'un succès certain, le FTI a clairement montré ses limites. Nous pouvons et devons nous appuyer sur ses succès et compenser ses faiblesses en bâtissant une initiative mondiale plus vigoureuse, rebaptisée sous une nouvelle appellation, qui permette de réaliser le rêve contenu dans le pacte mondial. Le moment est venu de se saisir de cette initiative pour démonter les idées reçues et se tourner vers une architecture mondiale pour l'éducation plus ambitieuse et plus fonctionnelle. Le Fonds mondial pour l'Éducation pour tous serait l'avenir du FTI.

Tous les acteurs concernés doivent travailler ensemble, plus vite et plus intensément, pour atteindre l'EPT. L'établissement d'un Fonds mondial pour l'Éducation pour tous offre une opportunité unique de faire quelque chose de totalement novateur pour l'éducation et de respecter les engagements mondiaux promettant à tous une éducation. À côté des résultats tangibles, visibles à court terme, que ne manquera pas de produire une progression substantielle vers l'Éducation pour tous sous la forme d'une amélioration des taux d'inscription, de fréquentation et d'achèvement, ces enfants équipés des compétences de base apporteront aussi des effets à long terme sur l'économie mondiale et les sociétés, effets qui se feront ressentir de manière croissante pour les prochaines générations. Assurer l'éducation dans le monde aujourd'hui permettrait de créer un héritage qui sera bénéfique bien au-delà de la génération actuelle. Nous traversons une époque difficile, et les tentations de renoncer à nos engagements précédents ne manqueront pas de surgir. Et pourtant, maintenant plus que jamais, il est temps de plaider en faveur des investissements dans l'éducation afin d'ouvrir la voie à une croissance et un développement plus solides et plus équitables pour l'avenir. L'aube du XXI^{ème} siècle fut une aube d'espoir pour les enfants du monde et les adultes analphabètes. Faisons en sorte cette année de transformer ce rêve en réalité.

Remerciements

Nous remercions les personnes suivantes pour leurs contributions à cet article :

Anda Adams, Center For Universal Education

David Archer, ActionAid International

Sarah Beardmore, RESULTS Education Initiative

Desmond Bermingham, Center for Global Development

Camilla Croso, Campagne latino-américaine pour le droit à l'éducation

Maria Khan, Bureau Asie-Pacifique d'Education des Adultes

Assibi Napoe, Internationale de l'Education

Stefanie Ostfeld, Global AIDS Alliance

Kailash Satyarthi, Marche mondiale contre le travail des enfants

Gorgui Sow, Réseau africain de campagne sur l'Education pour tous

Membres du Secrétariat et du Conseil d'administration de la CME

Ce document de principes de la CME a été préparé par le Secrétariat de la CME à la demande du conseil d'administration de la CME. Les points de vue et opinions exprimés ici ne reflètent pas nécessairement la vision de tous les membres de la CME.

Fondée en 1999, la Campagne mondiale pour l'éducation rassemble de grandes organisations non gouvernementales (ONG) et les syndicats d'enseignants majeurs dans plus de 120 pays. La CME plaide pour l'accès à l'éducation en tant que droit humain fondamental, et sensibilise l'opinion publique en vue de susciter une volonté politique au gouvernement et chez les autres dirigeants de la communauté internationale afin qu'ils tiennent leurs engagements de fournir au moins une éducation publique gratuite de base pour tous.